

# 21

## PROPOSITIONS POUR UNE FRANCE ÉCOLOGISTE ET SOLIDAIRE

---

### 30 AOÛT 2023

*Juillet 2023 s'est démarqué comme étant le mois le plus chaud jamais enregistré. Le dépassement, année après année, des records de chaleur n'est pas qu'une réalité statistique : les Français·es la ressentent dans leur corps.*

*Pourtant, malgré le défi écologique et social auquel notre pays est confronté, les politiques conduites depuis 2017 ont mené à une exacerbation des crises sociales et environnementales dans notre pays. La baisse de la fiscalité pour les très grandes entreprises, financée par une diminution des ressources allouées à la solidarité, a opéré des transferts de richesse des plus précaires vers les plus riches, si bien que le nombre de millionnaires en France n'a jamais été aussi élevé. Cette politique a conduit à une destruction des services publics : l'hôpital est au bord de la rupture, l'école publique en cours de démantèlement, le train sous-financé et l'argent pour la rénovation des logements manque toujours.*

*A ce climat de violence sociale s'ajoute une brutalité du pouvoir qui renforce la défiance des Français·es vis-à-vis du politique et des administrations. Les dernières réformes sociales sur la diminution des droits au chômage ou le recul de l'âge de départ à la retraite ont détruit des droits acquis de haute lutte, en méprisant la démocratie sociale, en empêchant le vote des parlementaires et en brutalisant les manifestant·es. Le discours déployé par le Président de la République et repris par la majorité alimente cette fracture. Loin de rassembler, il divise, il blesse et mobilise un imaginaire excluant indigne d'un Président.*

# 01.

## PERMETTRE À CHACUN·E DE RÉPONDRE À SES BESOINS

### **1.1 SOUTENIR LA JEUNESSE : RSA JEUNES ET REVALORISATION DES BOURSES**

Préserver la jeunesse de la précarité en ouvrant l'éligibilité du revenu de solidarité active aux jeunes de 18 à 24 ans, comme l'a fait la Métropole de Lyon, réorganiser et multiplier par 4 le budget dédié aux bourses étudiantes pour en augmenter le nombre de bénéficiaires et les montants. Ces mesures sont évaluées à hauteur de 16 milliards d'euros et financées par une réforme de la fiscalité sur l'héritage qui supprime plusieurs niches fiscales injustifiées. Mettre fin au SNU, gouffre financier absurde.

### **1.2 POUR UNE RÉELLE MIXITÉ À L'ÉCOLE**

Fixer un seuil de non ségrégation scolaire dans la loi sur le modèle SRU : pas plus de 60% d'élèves favorisés ou défavorisés

### **1.3 MAINTENIR LES SERVICES PUBLICS, PARTICULIÈREMENT LA SANTÉ**

Établir un moratoire sur la fermeture de services publics nationaux (poste, tribunaux, administrations d'Etat, antennes d'hôpitaux, écoles, commissariats) et favoriser l'installation des médecins – généralistes et spécialistes – et des chirurgiens-dentistes vers les zones où l'offre de soins est insuffisante au moyen d'autorisations d'installation délivrée par l'ARS dans les zones tendues.

### **1.4 GARANTIR L'ACCÈS À L'EAU ET À L'ÉNERGIE**

Mettre en place une tarification écologique et sociale de l'énergie et de l'eau, avec une gratuité de premières unités de consommation et une taxation progressive au-delà, pour protéger les ménages les plus précaires et réduire les excès des plus riches.

### **1.5 SOUTENIR LES FAMILLES**

Revaloriser les allocations familiales et ouvrir le droit aux prestations dès le premier enfant

### **1.6 ASSURER UN ACCUEIL DIGNE**

Adopter notre proposition de loi constitutionnelle pour la protection des droits des étrangers sur le territoire français et clarifier la situation des mineurs non-accompagnés en France pour leur assurer une protection effective. Stopper la trop grande dématérialisation des services de préfecture pour revenir en partie à des guichets, et assurer un véritable accès aux soins pour les étrangers.

# 02.

## **LIBÉRER LA FRANCE DE SA DÉPENDANCE AUX ÉNERGIES FOSSILES ET GARANTIR L'ACCÈS DE TOU·TE·S AUX RESSOURCES**

### **2.1 RÉNOVER LES LOGEMENTS**

Encadrer à la baisse les loyers dès maintenant et engager un plan massif de rénovation pour mettre fin aux passoires thermiques et garantir des logements décents. Réalisable notamment via une augmentation de MaPrimeRénov à 9,3 Milliards d'euros € par an, et prioriser l'effort en direction des bailleurs sociaux.

### **2.2 FINANCER LA TRANSITION**

Financer l'évolution vers un modèle écologique en instaurant un ISF climatique avec un seuil d'entrée à 1,3 million d'euros, et un barème allant de 0,5 à 3 % au-delà de 1 milliard d'euros, et en supprimant la flat tax sur les revenus du capital

### **2.3 INVESTIR DANS LE FERROVIAIRE**

Mettre réellement en œuvre un plan d'investissement ferroviaire de 100 milliards d'euros sur 15 ans pour la relance du transport ferroviaire, qui se concrétise dès le Projet de Loi de finances 2024 et par une grande loi de programmation. Ce plan doit régénérer le réseau et rénover le matériel roulant, pour notamment développer les RER métropolitains, relancer le fret ferroviaire, et reconstituer un réseau de trains de nuit en France et en Europe.

### **2.4 PROTÉGER LE CLIMAT, VRAIMENT**

Mettre fin à tous les financements et aides publiques liés aux énergies fossiles. Tous les financements publics doivent être compatibles avec la transition écologique. Investir massivement dans les économies d'énergie et 15 milliards d'euros par an sur 10 ans dans les énergies renouvelables, créatrices d'un million d'emplois d'ici à 2050 sur tout le territoire et d'économies pour les entreprises et les ménages.

### **2.5 GARANTIR L'ACCÈS À L'EAU**

Anticiper et lutter contre les sécheresses en mettant fin à l'accaparement de l'eau, notamment en stoppant immédiatement la construction de méga-bassines, en adaptant les pratiques agricoles et industrielles à la raréfaction de la ressource et en rénovant les réseaux.

## **2.6 FAIRE DE LA FRANCE LE MOTEUR DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE EUROPÉENNE**

Devenir le premier soutien des politiques environnementales de l'Union européenne alors que l'échelon européen est le meilleur pour agir et faire une transition juste : climat, biodiversité, océans, etc. A rebours d'une «pause environnementale», renouveler et renforcer l'engagement de l'Europe sur des objectifs climat en rehaussant les moyens, protégeant les plus fragiles et en faisant pivoter la politique agricole pour soutenir l'agriculture biologique et paysanne.

## **2.7 AGIR POUR LA BIODIVERSITÉ ET LE DROIT À LA NATURE**

Prendre de l'avance sur l'application de la directive européenne sur la restauration de la nature et l'appliquer en France en relevant ses ambitions. Garantir l'accès à la nature pour tous en assurant au moins un jour sans chasse par semaine.

# 03.

## **REFONDER NOS INSTITUTIONS POUR LUTTER CONTRE LA CRISE DÉMOCRATIQUE ET RENFORCER LES DROITS FONDAMENTAUX DE CHACUN·E**

### **3.1 LA PROPORTIONNELLE POUR UNE DÉMOCRATIE PLUS APAISÉE**

Instaurer la proportionnelle avant 2027 pour les élections législatives, pour une représentation nationale à l'image du pays, et transformer le débat politique en redonnant une place au consensus.

### **3.2 ECOUTER LA DÉMOCRATIE TERRITORIALE, NOTAMMENT EN CORSE ET DANS LES OUTRE-MERS**

Entendre la demande du peuple corse, qui s'est exprimée démocratiquement lors des élections territoriales et législatives, et faire avancer les discussions sur le plan proposé par la Collectivité de Corse.

Lancer les évolutions institutionnelles des territoires ultramarins qui le souhaitent vers davantage d'autonomie

### **3.3 CONSTITUTIONNALISER L'IVG**

A la suite des votes de l'Assemblée nationale et du Sénat, déposer un projet de loi pour l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution, afin de protéger ce droit fondamental souvent mis en danger.

### **3.4 LUTTER CONTRE LES FÉMINICIDES ET LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES**

Allouer 2 milliards d'euros par an pour lutter contre les féminicides et les violences sexistes et sexuelles en finançant notamment l'augmentation des places d'hébergement d'urgence, la formation des professionnels qui accueillent les victimes, la prévention dès le plus jeune âge.

### **3.5 ORGANISER UN RÉFÉRENDUM SUR LA RÉFORME DES RETRAITES**

La réforme des retraites a été adoptée en force, contre l'avis du Parlement, contre l'avis des syndicats, et contre une grande majorité de la population. Le débat démocratique a été brutalisé lors de cette séquence. Cette réforme, qui touche à la vie de millions de travailleuses et travailleurs, mérite que les Français·es donnent leur avis.

### **3.6 PROTÉGER LA LIBERTÉ DE LA PRESSE**

Garantir l'indépendance des rédactions et lutter contre la concentration des médias face au pouvoir de l'argent qui dévoie l'information comme l'a illustré l'exemple du Journal du Dimanche. Notamment donner aux journalistes le droit de se prononcer sur le choix du directeur ou de la directrice de leur rédaction, et mettre une limite à la concentration des médias.

### **3.7 FAIRE DE L'EUROPE UN ACTEUR GÉOPOLITIQUE POUR LA PAIX**

Faire de la diplomatie et de la politique européenne de sécurité et de défense un véritable pilier de l'Union européenne afin de parler d'une seule voix et d'assurer la défense de la paix, de la démocratie et des droits humains en Europe et dans le monde. La guerre d'agression russe en Ukraine a démontré la nécessité pour l'Europe de devenir une union géopolitique.

La prévention civile des conflits, le respect du droit international et le développement de capacités militaires partagées dans l'Union européenne doivent être au coeur de l'action de l'Union pour favoriser son autonomie stratégique. L'interdiction des exportations d'armes vers les dictatures et les pays agresseurs ainsi que la cybersécurité sont des composantes essentielles de cette Europe géopolitique.

### **3.8 REFONDER LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE**

Refonder la politique étrangère de la France pour la mettre au service de la paix, du droit du vivant et du climat. La diplomatie et la prévention civile des conflits doivent être les outils premiers de cette politique pour sortir du tout militaire. La France doit définitivement cesser toute politique néocoloniale en Afrique et ailleurs pour privilégier des relations équitables. Au Sahel, la France doit être à l'écoute de la CEDEAO et au service du droit international.

Nous devons faire le choix de renforcer le rôle du Parlement dans l'orientation et le contrôle de la politique étrangère de la France. Le budget pour les services diplomatiques doit être accru. Les priorités de la France à l'extérieur de son territoire doivent être d'agir pour le climat, pour la biodiversité, le vivant, la paix, les droits humains et la démocratie, et non la vente d'armes.